

Source : <http://www.novethic.fr/isr-et-rse/actualite-de-lisr/isr-rse/cop21-l-accord-de-paris-impacte-deja-les-marches-financiers-143783.html>

Téléchargement 17 12 2015

Publié le 16 décembre 2015

ISR / RSE

COP21 : l'accord de Paris impacte déjà les marchés financiers

Le charbon orienté à la baisse, les énergies renouvelables à la hausse... Les marchés financiers commencent à interpréter l'accord de Paris pour ce qu'il est : le signe qu'un modèle économique basé sur les énergies fossiles n'est pas compatible avec un scénario d'augmentation de la température globale de moins de 2°C. Et encore moins de 1,5° C, l'objectif affiché du [texte adopté](#) au Bourget le 12 décembre. Décryptage.



Fadel Senna / AFP

"J'ai fréquenté une dizaine de COP (Conférence des Parties, NDLR) et jamais je n'ai vu autant d'acteurs financiers majeurs qu'à Paris, non seulement dans les événements externes mais aussi dans la zone consacrée aux négociations", souligné Benoit Leguet, directeur général d'I4CE, un think tank dédié à l'économie du climat.

La présence de ces acteurs dans les négociations climatiques et ses à-côtés témoigne du basculement rapide, même s'il reste encore minoritaire, d'une partie du secteur financier. Des acteurs qui anticipent la fin des énergies fossiles et l'ascension des renouvelables. 48 heures après l'accord de Paris, approuvé par les 195 pays réunis à Paris pour la [COP 21](#), Peabody, le géant américain du charbon, a

perdu 13 % de sa valeur boursière. Sur un an, cette chute est de ... 93 % ! Le même jour l'indice Mac Global Solar Energy qui, comme son nom l'indique, sélectionne des compagnies liées à l'énergie solaire, a vu sa valeur bondir de 5 %. Les marchés financiers, en particulier américains, ont donc enregistré le message envoyé par la COP21.

"C'est d'autant plus important que l'accord précise que l'ensemble des financements doivent contribuer à tenir l'objectif de réchauffement, explique Pierre Ducret, président d'I4CE et en charge de la COP21 pour la Caisse des dépôts (dont Novethic est une filiale). Concrètement, cela signifie qu'à la fin du siècle, la planète doit être neutre en carbone. Compte tenu de l'effort colossal à fournir, cela ne concerne pas seulement la finance verte, la niche vertueuse du secteur. Il s'agit bien de faire basculer toute la finance".

"Faire basculer toute la finance"

Si les acteurs financiers sont de plus en plus nombreux à adopter des stratégies climat, comme l'ont montré les différents travaux du [centre de recherche de Novethic](#), il reste à généraliser le mouvement. Plus de la moitié des institutions financières "trop importantes pour faire faillite" (les "too big to fail", en anglais) n'y participent pas.

Le paradoxe réside sans doute dans le fait que les acteurs financiers sont toujours plus nombreux à mettre un prix sur le risque carbone sans disposer d'un prix du carbone universel.

Pascal Canfin, futur directeur du WWF France qui a étroitement suivi les négociations, explique que les entreprises et les investisseurs avancent sans avoir besoin d'une telle harmonisation. *"Le prix du carbone doit être différencié selon les zones géographiques et les secteurs pour avoir vraiment de l'effet. La [coalition We mean business](#) estime que 75 % de l'économie mondiale sera couverte par une tarification du carbone en 2018. Cela prend des formes aussi variées que la taxe charbon en Inde, le (futur) marché carbone en Chine ou d'autres dispositifs réglementaires sur le charbon comme aux Etats-Unis. C'est un bon moyen de mesurer la transformation en profondeur de l'économie".*

Une dynamique également relevée par Charlie Thomas, gérant du fonds Jupiter Ecology Growth et responsable de la stratégie d'Investissement Environnemental et Durable chez Jupiter AM. Selon lui, cette importance croissante du prix du carbone, couplée avec l'effet de l'accord de Paris devrait *"donner une impulsion vigoureuse au développement des technologies de l'environnement"*. *"Le succès de l'accord repose sur un investissement significatif et durable dans les technologies vertes et depuis quelques mois, nous avons vu des estimations encourageantes"*, analyse-t-il. Selon l'Agence Internationale de l'Energie notamment, entre 8 000 et 14 000 milliards de dollars (soit 550 milliards dollars par an) seraient investis au niveau mondial d'ici 2035 pour répondre à la demande croissante et pour atteindre les objectifs de décarbonisation. *"Au final, cela devrait faire croître l'utilisation des énergies renouvelables à près de 60 % des sources mondiales d'énergie, l'utilisation des énergies fossiles tombant à 40"*, souligne le gérant.

Maintenant, le travail de mesure et d'évaluation commence. Il va notamment falloir analyser les 2 000 engagements d'entreprises et les 400 engagements d'investisseurs qui figurent sur la [plateforme Nazca](#) ainsi que les dizaines de coalitions enregistrées par le [dispositif LPAA](#) pour voir jusqu'où ils

permettent de tracer une feuille de route à une partie des activités économiques et financières de la planète. Une feuille de route intégrant la limitation du réchauffement global à +2° Celsius.

Anne-Catherine Husson-Traore

© 2015 Novethic - Tous droits réservés